



Master francophone interdisciplinaire
« État de droit et société civile »
Faculté de Droit, Université « Babeş-Bolyai » Cluj-Napoca (Roumanie)

L'Université « Babeş-Bolyai » de Cluj-Napoca (Roumanie) a décidé de créer, au sein de la Faculté de droit, le master francophone interdisciplinaire « État de droit et société civile ». La création de ce master à vocation régionale (Europe centrale et orientale) fait suite aux activités scientifiques organisées à Cluj-Napoca et en Roumanie sous l'égide de l'Agence universitaire de la Francophonie, dont : l'animation scientifique régionale « Enjeux de l'État de droit en Europe centrale et orientale » (2005) ; l'action de recherche en réseau « Quels droits pour les sans-droits ? » (2005-2006) ; le séminaire régional des doctorants francophones (2006) ; l'université européenne d'été « L'Europe à venir : sécularisation, justice, démocratie » (2006) ; les ateliers de réflexion inter-réseaux sur les enjeux de la recherche (2007) et de la formation francophone (2008).

Le réel succès rencontré par ces activités, auprès des étudiants mais aussi des enseignants et des chercheurs francophones, a démontré la nécessité de mettre en place une formation sanctionnée par un diplôme. Produit d'une coopération inter-universitaire au niveau régional, ce master doit surtout permettre de combler un vide dans le domaine de la formation universitaire en droit constitutionnel et en droit public, l'essentiel des enseignements dans les universités de la région se limitant jusqu'ici à des enseignements de droit positif.

Il est à noter, d'autre part, que l'Université « Babeş-Bolyai » de Cluj-Napoca représente un nœud crucial dans le développement de la francophonie en Europe centrale et orientale et ce master ne fait que prolonger au niveau d'une formation – avec le soutien fort et explicite de la direction de l'université – une vaste expérience de coopération académique et scientifique régionale.

Les notions d'« État de droit » et de « société civile » renvoient essentiellement au processus de modernisation et de démocratisation des sociétés postcommunistes et elles sont à même de rendre compte des différentes vitesses de constitution des États de droit en Europe centrale et orientale, dans leurs multiples dimensions : juridiques, politiques, morales, culturelles, etc. C'est à travers ces notions-clé que le projet du master essaie d'étudier non seulement l'aspect théorique de la pluralité des sources normatives qui structurent la vie sociale, mais aussi et surtout l'aspect pratique et appliqué du fonctionnement des institutions étatiques et non-étatiques, du rapport des citoyens à ces institutions, et, plus largement, des relations qui s'établissent entre ces États postcommunistes.

Objectifs scientifiques

Le master régional francophone « État de droit et société civile » doit permettre à des étudiants francophones, mais aussi à des agents des fonctions publiques nationales et internationales sélectionnés sur appel à candidatures, de mieux appréhender les grandes tendances actuelles de l'État de droit et de la société civile, à travers l'analyse de leur évolution en intégrant une dimension francophone.

A partir de l'étude des corrélations entre l'État de droit et la société civile, 3 axes sont étudiés :

- l'histoire des théories philosophiques et politiques qui ont permis la compréhension et la mise en œuvre du processus de modernisation juridique, politique et sociales des sociétés européennes, notamment des sociétés de l'Europe centrale et orientale, à travers l'étude appliquée des notions comme « État de droit », « société civile » et « droits de l'homme » ;
- l'articulation entre les systèmes de droit nationaux et le droit européen, notamment au moment de l'intégration européenne et selon les différentes manières de concevoir et de mise en place de cette intégration par les différents États de la région ;
- le fonctionnement concret des institutions qui assurent la réalisation de l'État de droit et qui entre en dialogue avec la société civile, dont les institutions européennes, les institutions juridiques nationales ou l'administration locale.

Organisation du Master

Ce programme de formation, organisé en concertation avec le consortium d'appui, est sanctionné par un diplôme niveau master délivré par l'Université « Babeş-Bolyai » de Cluj-Napoca. Il est prévu, dans le cadre de la mise en place du consortium d'appui au master, une co-diplômation par les universités partenaires. Cette formation est d'une durée de 2 ans. A la différence de la plupart des programmes de formation qui se spécialisent dans une discipline, le master francophone interdisciplinaire « État de droit et société civile » rassemble plusieurs branches du droit public, du droit international, de la philosophie politique et du droit, de la théorie économique, de la gestion du secteur public et de l'administration locale. Dans cette logique, le programme de formation s'articule autour de trois axes :

- *formation à la recherche* : introduction aux théories juridiques et philosophiques de l'Etat de droit, de la société civile et des droits de l'homme ;
- *formation méthodologique* : module de formation à la méthodologie à la recherche en sciences sociales et juridiques en vue d'une préparation de l'inscription doctorale ;
- *formation professionnalisante* : approfondissement des connaissances sur le fonctionnement des institutions de l'État de droit et des institutions européennes, suivi des stages pratiques dans ces institutions.

Suivi administratif et pédagogique

Au sein de la Faculté de droit, l'équipe de direction du master est composée de la manière suivante : Monsieur Paul Vasilescu, professeur de droit, doyen de la Faculté de droit, directeur d'études ; M. Ciprian Mihali, maître de conférences en philosophie, responsable administratif du master et des relations avec le consortium d'universités partenaires; M. Emilian Cioc, chercheur-assistant, responsable du suivi des stages professionnels. Cette équipe s'appuie sur un comité pédagogique, de gestion et d'évaluation, constitué des représentants des universités membres du consortium d'appui au programme de formation, et d'un représentant de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF).

Consortium d'appui au master

Les universités qui ont décidé d'appuyer le master régional francophone « Etat de droit et société civile », et donc d'intégrer le Consortium d'appui, sont les suivantes : *Universités de France* : Montesquieu-Bordeaux IV ; Panthéon-Assas-Paris II ; Lyon II ; Lille III ; Nantes. Universités de la région : Chişinău (Moldavie) ; Bălţi (Moldavie) ; Belgrade (Serbie) ; Pécs (Hongrie) ; Tirana (Albanie), Bucarest (Roumanie). D'autres universités de la région sont susceptibles de rejoindre progressivement le consortium, en vertu des solides relations académiques entretenues par l'Université « Babeş-Bolyai » avec ces universités.

Des partenaires institutionnels sont également associés au projet de master régional francophone « Etat de droit et société civile » : La Cour Européenne des Droits de l'Homme ; Avocatul poporului (Ombudsman) de Roumanie ; la Mairie de Cluj ; l'Association Henri Capitant ; l'Organisation Francophone pour la Formation et la Recherche Européenne en Sciences Humaines (OFFRES), l'Association Roumaine des Chercheurs Francophones en Sciences Humaines (ARCHES). Plusieurs autres partenaires institutionnels ont exprimé leur souhait de s'associer au master, notamment pour la mise en place des stages de formation.

Financement

L'Université « Babeş-Bolyai » de Cluj-Napoca prend en charge la totalité du budget de fonctionnement du master : salles de cours, administration, personnel d'appui.... La Faculté de droit dispose d'une excellente infrastructure qui permet l'accueil de l'équipe d'enseignants et des étudiants dans les meilleures conditions de travail. L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) sera sollicitée pour l'appui aux missions d'enseignement, bourses de stage professionnel et bourses de formation à la recherche, les coopérations bilatérales et les organisations internationales seront sollicitées pour l'organisation des conférences et des séminaires.

Effectif et débouchés

Chaque promotion du master comprend au maximum 20 candidats titulaires de la licence, ou de tout autre diplôme admis en équivalence, sélectionnés sur appel régional à candidatures. Les débouchés sont les suivants : fonctions publiques nationales et internationales, responsables dans les institutions nationales, européennes ou internationales, chercheurs qualifiés dans le domaine de la gouvernance et de l'administration publique.